

Tous unis contre la décharge

Castries | Sept associations des villages alentour montent au créneau contre l'extension du centre de stockage des déchets.

L'annonce de l'extension de la décharge de Castries, soumise à enquête publique jusqu'au 17 février (*Midi Libre* du 10 janvier), s'est répandue comme une traînée de poudre. Les associations du secteur (Castries, Teyran, Saint-Drézéry, Montaud, Guzargues, Assas) n'ont pas tardé à se réunir au sein d'un collectif pour faire barrage à la création d'un deuxième casier. Son objectif : inciter la population à participer à l'enquête publique et convaincre les élus de voter contre ce projet.

Ces bénévoles, œuvrant en majorité pour la défense de l'environnement, refusent de s'en laisser conter. « *L'Agglo nous a menti lors de la création du CS-DU de Castries. Elle a joué sur la terminologie en mettant le mot "inerte" en avant* », lancent-ils en chœur. Sans parler du changement de dénomination, « *ni vu ni connu* », de CS-DU en CDS-DND. Géolands et odeurs sont les signes, selon eux, « *du non-respect du cahier des charges induit par les dysfonctionnements de l'usine de méthanisation* ».

« On va inviter les élus à une croisière Costa ! »

Ils en veulent pour preuve les incidents mentionnés dans les bilans d'activité du site. Exemple : cette fuite de lixiviats constatée en 2009, à cause d'un défaut d'étanchéité du bassin. L'arrêt à l'entrée



■ Pour les bénévoles, les odeurs sont signe du « non-respect du cahier des charges ». R. D.H.

de la décharge de roches radioactives, provenant du point de propreté de Saint-Jean-de-Védas, n'est pas de nature à les rassurer. Autre grief : le manque d'information. « *C'est quasiment mission impossible d'accéder aux rapports de la Clis, sauf quand ils sont expurgés par les mairies* », dénoncent-ils.

Outre l'impact environnemental, ils craignent des retombées négatives pour la viticulture et le tourisme. Sans parler de la dépréciation de leur bien...

Le collectif prévoit d'organiser des réunions pour informer le public et n'exclut

pas des actions médiatiques. « *On va inviter les élus à une croisière Costa !*, lance une riveraine en colère. *Un seul site de stockage déresponsabilise les citoyens* », poursuit-elle. Après l'abandon du projet de Fabrègues, à charge pour l'Agglo d'organiser la filière du traitement des déchets. Les riverains de la décharge de Castries ne veulent pas en porter le poids tout seuls.

CATHY SOUN
csoun@midilibre.com

► Réunion jeudi 26 janvier à 19 h, salle Cardonnet, à Saint-Drézéry.